

Faire évoluer le SNJ pour mieux défendre la profession

Le 5 juillet, à Paris, lors d'un Comité national extraordinaire, les élus présents ont commencé à concevoir, ensemble, les plans de la rénovation du SNJ et, en particulier, de ses structures nationales. Agnès Briançon-Marjollet et Antoine Chuzeville, secrétaires généraux, reviennent sur cet exercice prospectif.

Pour que notre syndicat soit le meilleur outil au service des journalistes, de l'information et de la défense de la profession, comment doit-il fonctionner en 2023 et au-delà ? Que devons-nous changer, essayer, améliorer dans les prochaines années ?

Un débat crucial pour une organisation comme la nôtre, confrontée à un recul de la syndicalisation, à un déséquilibre générationnel (les journalistes âgés de moins de 40 ans restent sous-représentés au sein du SNJ) et à un épuisement des militants les plus impliqués. Nous rappelons que « de plus en plus, les adhérents considèrent le SNJ comme un syndicat de services : ils payent une adhésion, posent leurs questions, mais ne s'impliquent pas dans la vie du syndicat. C'est une dimension que nous devons avoir en tête (Agnès). »

Au cours des deux heures de débat, les élus présents se sont intéressés au « fonctionnement national » du syndicat. Plusieurs contributions, écrites ou orales, ont nourri ces échanges.

« Coller à l'évolution de la profession »

Morceaux choisis des interventions de cette matinée :

« C'est très difficile pour les militants de trouver du temps et de l'énergie pour les mandats nationaux : dans leurs entreprises, ils sont débordés par les conflits collectifs et les sollicitations individuelles. Comment faire ? »

« Avant d'essayer de nouvelles méthodes, réfléchissons à une meilleure façon d'utiliser ce que nous avons. Le Comité national fonctionne très mal et trop peu. Beaucoup de débats du Bureau national

pourraient avoir lieu au Comité national. »

« Il faut revaloriser le rôle du Comité national. »

« Quand un militant arrive pour la première fois au Comité national, il est noyé sous les dossiers techniques, les acronymes, les références souvent incompréhensibles. On ne doit pas laisser les nouveaux élus se perdre là-dedans. »

« Devons-nous absolument conserver un congrès national annuel ? Pourquoi ne pas l'organiser tous les deux ans, et ainsi économiser de l'argent et des forces militantes ? »

« Si une réforme du syndicat a lieu, elle doit coller à l'évolution de la profession. »

« Notre outil syndical a peu évolué depuis les années 1980. Il était adapté aux rédactions de l'époque, mais est-ce toujours le cas aujourd'hui ? Si on veut que les jeunes journalistes fassent vivre le syndicat, il faut qu'ils puissent se l'approprier ! »

Qui fait quoi ?

Plusieurs constats semblent partagés par une majorité de présents. En premier lieu, le déséquilibre entre nos deux instances nationales. Des présents ont estimé que les élus du Comité national n'étaient pas assez sollicités et que celui-ci traite peu de dossiers dans l'année. Un constat qui pose la question de la diffusion d'informations quand on voit que certains sujets sur la liste de discussions du Comité national n'obtiennent jamais de réponses.

Parallèlement, les réunions du Bureau national deviennent très lourdes, avec parfois plus de 25 points à l'ordre du jour. Forcément, trop de sujets sont traités à la va-vite. C'est à la fois frustrant et épuisant.

Le fonctionnement actuel du Bureau national de notre syndicat (une réunion mensuelle, en présentiel ou en visioconférence) semble daté et inadapté. Nous proposons « d'équilibrer différemment les réunions, avec peut-être un Bureau national allégé en début de mois, puis complété par un point de deux heures maximum (en visioconférence) en fin de mois (Antoine) ».

Plusieurs militants s'inquiètent également du manque de lisibilité de nos instances nationales : « Vu des sections d'entreprises, le SNJ national c'est assez flou. Qui s'occupe de quoi ? Qui coordonne tel ou tel dossier ? Qui joindre sur un sujet précis ? Il faudrait un programme avec le contact des salariées, des secrétaires généraux, des référents du Bureau national et du Comité national... ».

Constat

Des militants ont estimé que les élus du Comité national n'étaient pas assez sollicités et que celui-ci traite peu de dossiers dans l'année.

Parallèlement, les réunions du Bureau national deviennent très lourdes, avec parfois plus de 25 points à l'ordre du jour.

Alerte sur la surcharge militante

Autre constat alarmant : la surcharge de travail des secrétaires généraux, et en particulier du Premier secrétaire général (PSG). Emmanuel Poupard, notre PSG en poste, rappelle que « tous les dossiers remontent à un moment ou à un autre sur le bureau du PSG. C'est ingérable et on se sent parfois terriblement seul ».

Il faut absolument trouver des solutions pour protéger ces militants du risque d'épuisement et de burn-out, mais aussi pour préserver le fonctionnement du SNJ (un Premier secrétaire général débordé = risque élevé d'oublis et d'erreurs).

Cette préoccupation (également valable pour de nombreux délégués en entreprise) n'est pas nouvelle. En 2014, trois militants avaient tiré la sonnette d'alarme et appelé à la fin du modèle sacrificiel du « moine-soldat » militant, dans un texte toujours très pertinent et disponible sur le site du syndicat : <http://www.snj.fr/content/syndicalisation-et-engagement-militant>

